

Rapport du Directeur général



Geoffrey Pearson

C'est le quatrième rapport annuel que l'Institut produit depuis sa fondation le 15 août 1984. À la fin de l'année financière, soit en mars 1988, l'Institut possédait presque son effectif optimum, conformément aux programmes établis et aux crédits de 5 millions de dollars lui ayant été attribués par le parlement pour 1988-1989 (4 millions en 1987-1988). Vingt-huit employés permanents et neuf contractuels (voir l'annexe J) administrent les programmes de recherche, d'éducation publique, les services d'information et l'attribution des subventions; le rapport qui suit donne plus de détails à ces sujets. Roger Hill a remplacé David Cox dans le poste de Directeur de la recherche, et Katherine Laundry a assumé la direction des Services d'information, à l'automne 1987.

En vertu de sa nature même, la recherche prend du temps. Malgré tout, l'Institut a publié (avec le concours de l'Institut international de recherches sur la paix de Stockholm) son premier livre à la fin de 1987; l'ouvrage porte sur les essais d'armes nucléaires. Deux autres livres suivront en 1988. D'autres travaux de recherche ont abordé des thèmes tels que les exportations d'armes, les conflits régionaux, l'ONU, la limitation des armements dans l'Arctique, la politique de défense du Canada et ce qui menacera la sécurité du Canada dans l'avenir. Au cours de ses trois premières années de travail, l'Institut a publié environ vingt documents de recherche qui portaient sur les sujets susmentionnés et d'autres encore, et vingt-quatre exposés destinés au grand public.

Par ailleurs, l'Institut subventionne bien sûr des recherches menées par d'autres. En 1987-1988, il a ainsi accordé trente-trois subventions d'une valeur totale dépassant 500 000 \$ à des universités et à des instituts de recherche, tant au Canada qu'ailleurs. En outre, il a consenti soixante-treize subventions équivalentes à 516 550 \$ à des organismes non gouvernementaux et à des particuliers désireux de faire participer le public à des discussions sur des thèmes d'intérêt commun (voir l'annexe G). Les subventions sont accordées en fonction de critères mettant l'accent sur la valeur éducative, telle qu'elle est mesurée par des examinateurs de l'extérieur, par le personnel de l'Institut et par les membres du conseil

Le magazine trimestriel de l'Institut intitulé *Paix et*

Sécurité est maintenant envoyé à plus de 6 000 destinataires. Le Guide annuel de l'Institut, intitulé *Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits* paraîtra bientôt pour la troisième fois; à la fin de 1987, l'Institut a publié pour la première fois un document intitulé *Paix et sécurité: évolution de la conjoncture en 1987 et réactions du Canada*. Désormais, notre programme de publications contiendra également une analyse annuelle de l'opinion publique canadienne à l'égard de toutes ces questions.

L'Institut se tourne de plus en plus vers l'extérieur. Cette année, il a accordé six bourses d'études supérieures, et ce nombre va passer à dix. Ceux et celles qui songent à aller étudier à l'étranger seront encouragés en ce sens. Des accords de réciprocité sur des séjours de recherche en URSS ont été conclus, et ces derniers vont bientôt commencer. D'autres échanges de cette nature font actuellement l'objet de réflexions. L'ICPSI échange déjà des publications avec quelque vingt instituts et universités d'autres pays. Au cours de l'année, je me suis rendu dans des instituts de cette catégorie à Singapour, en Malaisie, en Inde, en URSS, en Finlande, au Danemark, à Boston et à New York; d'autres membres du personnel et du conseil ont par ailleurs représenté l'Institut en Europe occidentale et au Japon.

L'Institut poursuit la constitution d'une base de données et d'un thésaurus, afin d'aider les étudiants et les bibliothécaires de tout le pays; en outre, un manuel destiné au personnel enseignant du niveau secondaire est à l'essai, et l'Institut bénéficie en cela de la coopération de certaines commissions scolaires. Nous espérons que de telles activités faciliteront au public canadien intéressé l'accès à de la documentation qui est objective et prend en compte les intérêts de notre pays.

Il convient enfin de mentionner que le gouvernement n'intervient aucunement dans l'essentiel de notre travail; l'Institut demeure cependant une société de la Couronne et, en tant que tel, il doit dans l'ensemble suivre les procédures administratives et financières établies par le Conseil du Trésor et vérifiées par le Vérificateur général.